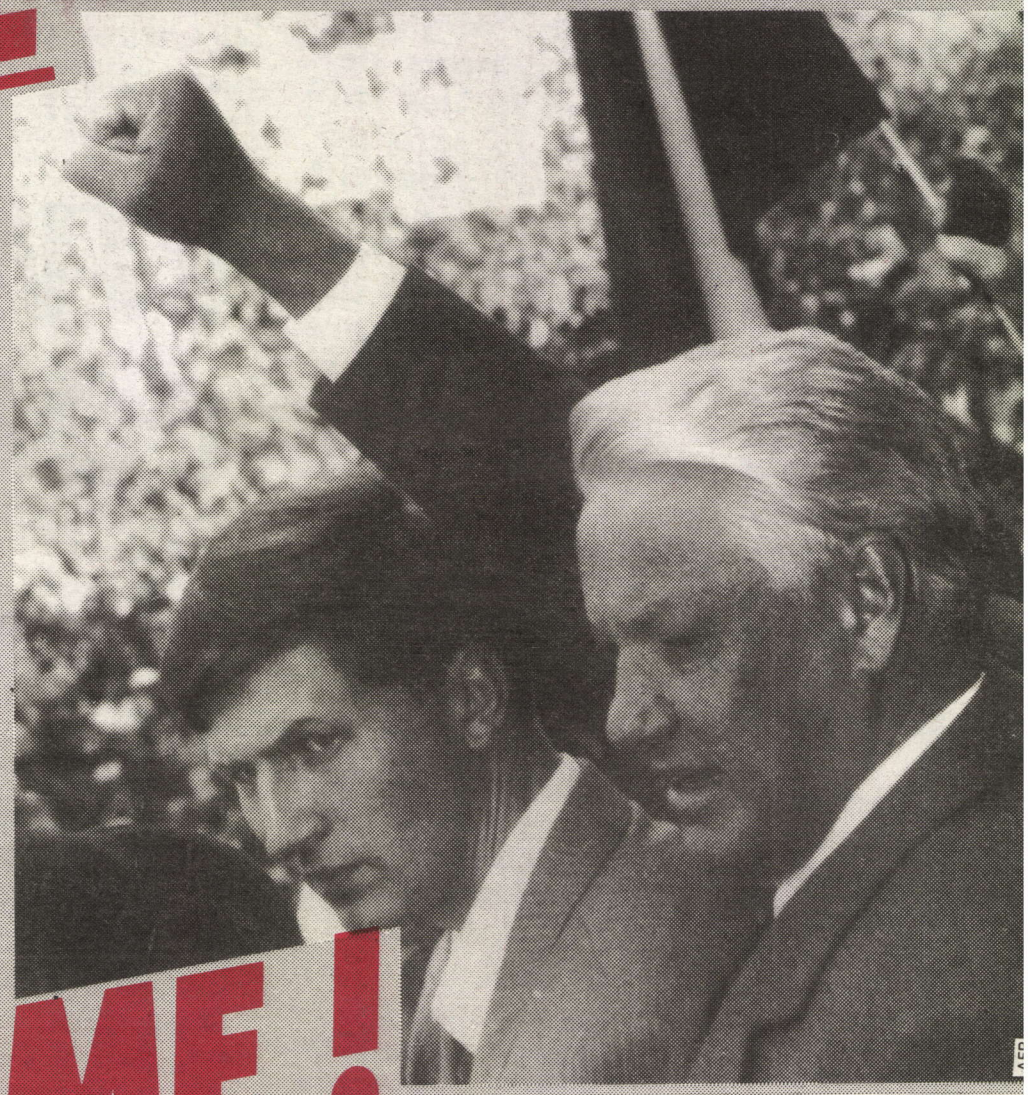
ISSN 0024-765(

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît lè vendredi - N° 1 209 - 30 août 1991 - prix : 8 F

LE STALINISME SE MEURT, VIVE LE COMMUNISME !



M 6189 - 1209 - 8,00 F

UNE CARICATURE RÉACTIONNAIRE SE MEURT,

Après l'échec du putsch qui voulait faire revenir l'URSS à une sinistre terreur policière, les transformations politiques qui s'y déroulaient depuis plusieurs années viennent de connaître une accélération brutale.

Mais à voir la jubilation de la presse et des hommes politiques de la droite à l'extrême-droite et de tous les hommes d'Etat, en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, nous devons être méfiants sur les raisons profondes de la satisfaction de tous ces gens-là devant ce qui est présenté comme l'échec du marxisme et l'effondrement du communisme - qui serait synonyme de dictature et de pauvreté - devant le capitalisme - qui serait lui synonyme d'aisance et de société libérale.

Il faut pourtant une colossale dose d'hypocrisie à tous les dirigeants du monde occidental et aux journalistes à leur solde pour tenir ce langage.

Car combien de dictatures dans des pays bien capitalistes sont soutenues par Bush, président des Etats-Unis, ou l'ont été par ses prédécesseurs, de Franco aux colonels grecs et au sinistre Pinochet au Chili, sans parler de la Corée du Sud et de bien d'autres pays. Comment un chef d'Etat français, ou un ex, qu'il soit socialiste, UDF, ou gaulliste, peut-il oser tenir ce langage alors que la France soutient la dictature du roi du Maroc depuis des années, pour ne citer que lui. Et l'Angleterre, qui a été le principal soutien du régime de ségrégation raciale de l'Afrique du Sud ? Parce que le capitalisme, c'est tout cela aussi ! Nous pourrions l'oublier, nous, ici, parce que nous bénéficions d'un peu de liberté et d'aisance (pour combien de temps ?). Mais si le capitalisme peut offrir cela à une toute petite partie de la population mondiale, au sein d'une vingtaine de pays dits évolués, ce n'est qu'en exploitant sans merci le reste du monde. Toutes ces populations pauvres du Tiers Monde qui ne connaissent que la misère la plus affreuse font aussi partie du "marché capitaliste" comme on dit. Et c'est à cause de ce marché qu'elles sont pauvres. Quelques riches profiteurs et les intérêts des grandes puissances y sont le plus souvent protégés par des dictatures au moins aussi sanglantes que l'était celle de Staline, qui pourtant était ignoble.

Mais en URSS ce n'est pas le communisme (c'est-à-dire l'expropriation des profiteurs, la propriété collective des entreprises, l'organisation pour produire ce qui est nécessaire à l'ensemble de la population) qui a fait faillite par rapport au capitalisme. Ce qui a fait faillite, c'est la caricature réactionnaire d'une telle société. Caricature qui n'a pu exister que parce que toutes les grandes puissances se sont coalisées, dès le début de la révolution pour l'abattre et la paralyser, et surtout pour éviter que les travailleurs du monde entier s'emparent des idées communistes pour construire à l'échelle de la planète une société plus riche, plus humaine et plus démocratique que le capitalisme, en étant assez forts pour ne pas se faire confisquer le pouvoir par une clique réactionnaire.

Alors oui, nous pouvons dire encore : "Vive le communisme !"

VIVE LE COMMUNISME !

Aujourd'hui même, en URSS, l'idéologie que les télés nous montrent avec le plus de complaisance, c'est celle de ceux qui demandent le retour aux vieux oripeaux de l'ancienne Russie, le tsarisme, ses popes et son drapeau. Ce serait cela l'avenir heureux promis aux travailleurs soviétiques ?

Un démocrate, Eltsine ? Il était il y a encore un an seulement un membre éminent de ce Parti Communiste de l'URSS qui exerçait une dictature sur tout le pays. Tous ceux-là veulent faire oublier aujourd'hui le rôle qu'ils ont joué dans le passé. Ce sont eux qui tireront profit d'un retour du capitalisme mais pas les travailleurs.

La joie de tous les hommes politiques de l'Occident nous concerne car ils se servent des événements de l'URSS pour persuader les travailleurs du monde entier que la société capitaliste est la seule possible; convaincre les travailleurs qu'ils doivent renoncer à l'espoir de changer cette société pour en construire une autre.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

NE PAS VENDRE LA PEAU DE L'OURS...

L'échec du putsch a accéléré l'évolution de la situation politique en URSS. La lutte au sommet qui se déroulait depuis plusieurs années entre les différents clans et coteries de la bureaucratie, plus ou moins partagés entre le pôle dit conservateur et le pôle dit réformiste ou libéral, a été brutalement éclipsée par une tentative des dits-conservateurs de régler la question par la force. Bien entendu, la défaite des putschistes a abouti à la consolidation de la position d'Eltsine et de ses alliés.

Gorbatchev, le président "déposé" par les putschistes et "libéré" par Eltsine, fait bien figure de perdant. Il n'avait déjà, bien avant les événements, que peu d'autorité, malgré les pouvoirs exceptionnels qu'il s'était fait voter et revoter. Sa facile mise à l'écart, par ceux-là même qu'il avait choisis et mis en place, confirme qu'il n'avait que peu ou pas de pouvoir réel. La place qu'il occupait à la direction de l'URSS, il la devait avant tout à son habileté à jouer sur les forces antagonistes, et à s'adapter à des situations mouvantes, plutôt qu'à les dominer.

Avec la défaite des "conservateurs", Gorbatchev perd pour l'instant un de ses points d'appuis par la position d'équilibre qu'il occupait entre ces derniers et les "libéraux". Son autorité politique s'en trouve considérablement affaiblie, par rapport à celle d'Eltsine dont la stature politique sort grandie des événements.

Et cela a été extrêmement visible, dès la première apparition publique de Gorbatchev, à son retour de Crimée. Le centre du pouvoir réel était - au moins provisoirement - devenu le Parlement de Moscou - et c'est son chef qui imposait à tous, y compris à Gorbatchev, la politique à mener. Finis les exercices d'équilibristes, Gorbatchev devait s'engager publiquement sur la politique d'Eltsine et approuver après coup et même généraliser à l'Union, les décisions prises par Eltsine pour la république de Russie.

C'est ainsi que Gorbatchev devait, devant le Soviet suprême de l'URSS, démissionner de son poste de secrétaire général du PCUS, inviter le Comité Central du même PCUS à s'autodissoudre, ordonner la confiscation de tous les biens du PCUS et approuver l'interdiction des organismes du parti dans les entreprises et les administrations. Le reste est moins immédiat. Tandis que les démissions, destitutions, suicides continuent dans les hautes sphères de l'armée et du KGB - du côté des putschistes - Gorbatchev parle de réformer l'armée et le KGB, de revoir le traité de l'Union, de lever toutes les restrictions qui font obstacles à la privatisation de l'économie et à l'établissement du marché, et bien sûr d'organiser pour très bientôt de nouvelles élections destinées à désigner à tous les niveaux les nouvelles autorités, y compris le président de l'URSS lui-même. Mais tout cela est à faire. Et c'est bien là le problème.

En attendant, un gouvernement provisoire est nommé et derrière ce provisoire, Eltsine conforte son pouvoir au niveau de la république de Russie, et conforte la position de la Russie au niveau de l'Union.

Mais cela ne résout pas pour autant la question du pouvoir. Eltsine est le maître du Parlement de Russie, mais son autorité est-elle entière sur l'armée - même dans la seule république de Russie -, sur la police, les administrations ? Les "conservateurs" et les attentistes, tous ceux qui ne font pas partie de l'aile marchante des "libéraux", ont vu leurs leaders défaits, et se taisent, mais ils n'ont pas disparu pour autant. Ils existent, sans perspective sans doute, mais ils ne se sont pas volatilisés.

Et puis, la population de l'URSS, ou même de la simple république de Russie, est-elle derrière Eltsine ? Ce n'est pas parce que sur les images de la télévision on voit quelques milliers de manifestants déboulonner les statues et abattre les symboles du régime soviétique, ressortir les portraits du dernier tsar, faire étalage d'idées réactionnaires, qu'il faut en déduire quoi que ce soit sur l'état d'esprit de la population. Ce que pensent les travailleurs, nous n'en savons rien.

Et si les caméras de télévision restaient braquées sur Moscou, elles ne disaient et ne montraient rien sur le reste du pays, les villes provinciales, le monde rural. Les bouleversements intervenus sur la scène politique n'indiquent rien sur l'état de l'opinion en URSS.

* * *

Le problème de l'heure pour Eltsine, comme pour Gorbatchev est de reconstituer un pouvoir d'Etat avec des appareils susceptibles d'être les exécuteurs et les relais de ce pouvoir, dans la Fédération de Russie mais aussi au niveau de l'Union.

Car les ambitions d'Eltsine vont sans doute bien au-delà de la république de Russie. Et même si par démagogie dans son combat politique contre les conservateurs, voire contre Gorbatchev, il a approuvé l'indépendance des pays Baltes, il a fait assez vite machine arrière. Et aujourd'hui Eltsine, Tchévarnadzé et d'autres figures de proue des réformateurs, se retrouvent derrière ou à côté de Gorbatchev pour vouloir un nouveau traité de l'Union, c'est-à-dire pour éviter l'éclatement. Eltsine, comme Gorbatchev, semble un peu dépassé par les forces qu'il a encouragées. Une à une, la plupart des Républiques proclament leur indépendance, et si la souveraineté des Etats baltes ou de la Moldavie paraît inéluctable et acceptée, celle de l'Ukraine et de la Biélorussie, celle attendue de la Géorgie, etc. posent le problème central qui est celui du maintien de l'URSS, en tant qu'entité formant un espace économique, financier et aussi militaire commun. Les forces centrifuges, encouragées par l'échec du putsch, tirent dans le sens de l'affaiblissement de l'URSS en tant que grande puissance politique, économique et militaire. D'autre part la position dominante de la Fédération de Russie dans le nouvel ensemble inquiète les autres Républiques. Tous les problèmes qui existaient avant le coup d'Etat se retrouvent intacts et même renforcés depuis. Gorbatchev et son équipe n'arrivaient pas à les résoudre. La nouvelle équipe, avec ou sans Gorbatchev, aura-t-elle les moyens d'y parvenir ?

Et il en est de même sur le plan économique et social. L'affirmation réitérée de la nécessité d'aller vite dans la voie des réformes et du rétablissement du marché, témoigne de la complexité des problèmes. Maintenant que - au moins provisoirement - l'hypothèque conservatrice semble levée et qu'il n'y a plus de bouc émissaire politique à rendre responsable des lenteurs de la réforme, l'énormité des problèmes économiques et sociaux va apparaître plus cruellement.

La nouvelle équipe dit vouloir régler vite ces problèmes, là encore on peut se poser la question : en a-t-elle les moyens ? A-t-elle les moyens de le faire dans l'ordre, sans provoquer remous sociaux et crise politique ?

Assez paradoxalement on peut se demander si elle en aura plus les moyens que les putschistes qui disaient vouloir s'opposer à l'éclatement de l'URSS mais continuer dans le sens des réformes de la "pérestroïka" dans l'ordre et la discipline...

L'impérialisme US, par la bouche de son président, fait preuve de réserve et de prudence. Bush aussi souhaite l'ordre et redoute anarchie et crises sociales. L'avenir de l'URSS ne s'est pas réglé comme par enchantement, avec l'échec du coup d'Etat. Et quoi qu'en disent ici la presse et les hommes politiques empressés d'enterrer l'Union soviétique et avec elle ce qu'ils appellent le communisme (confondant volontairement communisme et stalinisme), ce phénomène social qu'est l'URSS, tout à la fois issue de la première révolution ouvrière et défigurée par la dégénérescence stalinienne, reste un problème sans précédent et son avenir peut peut-être déboucher sur une situation aussi originale que son passé l'a été.

Colette BERNARD

Après l'échec du coup d'Etat : le siège du Comité du Parti Communiste de la ville de Moscou est fermé. Le bâtiment est mis sous scellés et gardé.

LES PRUDENCES D'ELTSINE

(AFP)

Eltsine agitant le drapeau russe.

Contrairement à ce que certains reportages ont pu laisser croire, ce n'est pas la mobilisation populaire qui a fait échouer le putsch des ultras de Moscou.

Celle-ci est d'ailleurs restée très limitée, quelques milliers puis peut-être quelques dizaines de milliers de personnes autour du parlement de Russie, à ses plus forts moments : c'est-à-dire quand l'hésitation était déjà flagrante au sein de l'armée et le putsch visiblement à moitié raté. Les manifestants ne représentaient d'ailleurs apparemment pas des catégories sociales très populaires et en tout cas certainement pas ouvrières. La classe ouvrière des grandes usines entourant Moscou n'est pas intervenue. Peut-être l'a-t-elle fait dans les entreprises mais les journalistes ne nous en ont rien montré et ne sont pas allés tendre leur micro à la sortie des usines ni même dans les quartiers populaires.

D'ailleurs à l'annonce du putsch, Eltsine n'a pas fait tellement appel à la population. Comme Dubcek en 1968, il s'est contenté d'en appeler à la *"désobéissance civique"* et de façon pas très insistante, à la grève générale. Le maire réformateur de Léningrad, pour sa part, s'est empressé d'appeler à la reprise du travail ceux des ouvriers qui s'étaient mis en grève en assurant que *"tout danger était écarté"*. Non. L'échec du putsch est dû à l'éclatement des états-major de l'armée et du KGB qui n'ont pas suivi les putschistes ou qui les ont lâchés en cours de route.

L'essentiel de l'attitude d'Eltsine et de ses alliés a consisté à joindre par téléphone les chefs de l'armée, les chefs d'Etats occidentaux, et à traiter avec l'état-major du KGB.

Pour ce qui est de s'adresser aux soldats du rang, là aussi, Eltsine est resté remarquablement prudent. De fait, il n'a pas lancé d'appel explicite à la troupe. En avril 1961, De Gaulle montra plus d'audace lors du putsch des généraux d'Algérie en se payant le luxe d'appeler la troupe à la désobéissance par-dessus la tête de l'état-major.

Le ministre de la Défense russe nommé par Eltsine en cette occasion a déclaré aux journalistes occidentaux : *"Nous n'avons pas l'intention de provoquer un schisme de l'armée... nous voulons au contraire qu'elle reste unie. Mais unie derrière le pouvoir légal"*, en assurant seulement qu'un *"dialogue avec plusieurs personnalités de l'armée était en cours et que la situation au sommet de la hiérarchie militaire restait très trouble"* (propos rapportés par l'envoyé spécial du *Figaro* du 21 août).

Mais le plus significatif est l'hommage public très appuyé rendu par Eltsine ces jours-ci à la télévision soviétique aux officiers de ce qu'il a appelé le *"groupe alpha"* du KGB. Ce groupe aurait été chargé par les putschistes d'attaquer le parlement russe "la maison blanche" et de fusiller Eltsine ou ses proches. Et selon Eltsine c'est parce que les officiers de ce groupe auraient refusé de le faire que le putsch aurait échoué, sauvant ainsi suivant ses termes, la Russie, l'URSS, et même le monde. Rien que cela !

On voit à ces propos que le rôle de la population moscovite est bien négligeable pour Eltsine. Il préfère féliciter les officiers du KGB. Soit qu'il les craint, soit qu'il compte sur eux pour l'avenir.

Pour ce qui est de la prétendue "épuration" des putschistes de l'armée, elle s'annonce déjà symbolique : pour l'essentiel, elle se limitera aux suicides de certains d'entre eux, auxquels Eltsine ne demandait d'ailleurs pas tant ! Quelques-uns seront jugés, mais sans doute avec magnanimité.

Quant à ceux qui bien plus largement au sein du KGB et de l'armée ont été compromis avec les putschistes, ils auront eu le temps de refaire chacun l'histoire de leur "résistance personnelle", eux qui ont lâché les putschistes en cours de route... Et au bout du compte, Eltsine, ou les nouveaux chefs d'Etat des Républiques indépendantes disposeront des mêmes hommes que ceux sur lesquels les putschistes avaient cru pouvoir compter.

Dans les jours qui ont suivi l'échec du putsch, les journalistes occidentaux se sont mis à parler de révolution, à l'annonce de l'interdiction des activités au sein de l'armée, du KGB et de l'administration. Mais là non plus, Eltsine ne prend pas le moindre risque d'une quelconque vacance au sein de l'appareil d'Etat. L'interdiction du PC ne fait qu'accélérer l'évolution qui avait lieu. Ceux des apparatchiks qui avaient quitté le PC et les fonctions officielles qui vont avec, s'étaient déjà reconvertis dans d'autres structures étatiques parallèles. Et ces derniers jours, en même temps qu'il interdisait les activités du PCUS au sein de l'appareil d'Etat, Eltsine annonçait la nomination de *"chefs de l'administration"* dans toute la Russie, c'est-à-dire l'équivalent de préfets, en lieu et place des postes de responsabilité équivalents du parti (qui n'était lui-même qu'un simple rouage administratif et bureaucratique de l'appareil d'Etat). Le démantèlement de l'ex-parti unique ne se traduira pas forcément par la mise au chômage des apparatchiks, en tout cas de ceux qui occupent les postes de responsabilité un tant soit peu importants. La plupart se reconvertiront tout simplement dans les nouvelles structures plus ou moins inspirées des modèles bureaucratiques occidentaux.

En l'état actuel des choses, les vainqueurs sont les politiciens bourgeois comme Eltsine, qui se disent démocrates le temps d'assurer leur propre pouvoir, mais s'appuient sur le même type d'hommes que les putschistes dans l'armée et la police, et pourront avoir recours à eux, au cas où la population n'accepterait pas les sacrifices qu'ils s'apprêtent à lui imposer au nom de l'économie de marché, nom hypocrite donné au dépeçage de l'économie soviétique par quelques profiteurs.

Evidemment, on est bien loin d'une situation révolutionnaire favorable aux travailleurs en URSS aujourd'hui. Mais c'est aussi dans des situations de crises politiques de ce type que la classe ouvrière peut se mobiliser.

Malheureusement, les travailleurs soviétiques se montrent aujourd'hui bien trop modestes dans leurs exigences et ce n'est pas le cas de tous les aspirants bourgeois qui d'un bout à l'autre de l'Union voient leur appétit grandir démesurément, et n'hésiteront pas s'ils le peuvent, à remplacer la tyrannie centrale par leurs propres despotismes locaux.

Reste donc, souhaitons-le, à la classe ouvrière à intervenir pour son propre compte dans la nouvelle période de crises politiques qui s'annonce en URSS.

VENT D'OUEST

Depuis la fin du putsch, la démission de Gorbatchev de son poste de secrétaire général du PCUS et les menaces de dislocation de l'URSS, nombre de journalistes, d'hommes politiques, d'intellectuels et de personnalités diverses n'en finissent pas de célébrer ce qu'ils appellent *"la fin du communisme"*.

Le *Parisien* ne fait pas dans la dentelle. Lui qui titrait dans son numéro du samedi 24 et dimanche 25 août : *" C'est la chute finale"*, regrette qu'en ces temps où *"le vent de la perestroïka balaie l'empire déchu"*, celui-ci ne souffle pas encore aux portes de Paris où, de Pantin à Bobigny, on nous contraint encore à circuler dans les rues ou des avenues baptisées Lénine, Karl-Marx ou Gagarine !

Pour être plus intellectuel, Serge July dans *Libération* n'en donne pas moins régulièrement dans le même anticommunisme. C'est ainsi que, dans un numéro du 26 août, il sonnait avec emphase le glas de la *"civilisation communiste"* qui, selon lui, appartient *"à la catégorie des civilisations englouties, condamnées à se survivre dans les mémoires comme totalement invraisemblables"*.

Il n'y a rien d'étonnant donc à ce que l'anticommunisme fleurisse dans les colonnes du *Figaro*, sous la plume de ses journalistes et collaborateurs habituels, qui se livrent à de lyriques condamnations du communisme, tel l'éditorialiste Franz Olivier Giesbert qui écrivait le 26 août :

"La révolution de 1991 - c'est ainsi probablement que l'appelleront les livres d'histoire - ne fait que commencer. Mais elle n'a pas perdu de temps : l'Union soviétique ou ce qu'il en reste en a déjà fini et pour de bon avec le cauchemar communiste.

Près de trois cent millions de personnes tétanisées par le système totalitaire reviennent ainsi, après une longue absence, dans le monde réel : la deuxième mort, si souvent annoncée, de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, a bien eu lieu samedi, quand le président soviétique faisait savoir qu'il démissionnait de son poste de secrétaire général du parti et demandait au Comité central de s'auto-dissoudre".

Il n'y a rien d'étonnant non plus à ce que ce journal - et bien d'autres - donne une place de choix à toutes les élucubrations d'écrivains ou de personnalités qui, depuis toujours ou plus récemment, soufflent l'anticommunisme.

De Furet à Glucksman, en passant par Henry Troyat qui, fils d'émigrés blancs, croit *"entendre l'éclat de rire de l'histoire"*, on n'en finit pas de se réjouir de ce qui est présenté comme la fin des idées communistes. Ou encore, comme Maurice Druon dans le *Figaro* du mardi 27 août, on s'impatiente de voir que ces idées subsistent encore. *" On abat des statues, mais non le socle"*, écrit-il pour le déplorer. *"On déboulonne les effigies de Lénine après avoir jeté celles de Staline. Mais a-t-on arraché un seul poil de la barbe de Marx ?"* Et de conclure en demandant aux Russes *"d'abjurer"*, de proclamer, *"au sommet de l'Etat comme dans chaque paroisse, que le marxisme était une erreur de l'esprit"*. Abjuration que Druon juge nécessaire *"pour que le sol se dérobe sous ce qui reste des Partis Communistes extérieurs à l'URSS et qui, par centrales syndicales interposées, n'ont plus d'autre raison d'être que leur persévérance à affaiblir ou paralyser les capacités productives des pays libéraux"*.

Et l'on n'a certainement pas fini de voir se multiplier ces proclamations, ces prises de position de supposés intellectuels qui, amalgamant volontairement le communisme et sa montrueuse caricature, le stalinisme, se feront les défenseurs de l'ordre capitaliste et les porte-parole des idées réactionnaires.

Henriette MAUTHEY

En bref

Mais où sont les putschs d'antan...

LA CIA VICTIME DU COUP D'ÉTAT EN URSS ?

Aux Etats-Unis, la centrale de renseignements et d'espionnage, la CIA, est vivement critiquée par des politiciens et par les médias pour n'avoir pas vu venir le coup d'Etat soviétique. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les services secrets américains sont ainsi pris en défaut, et beaucoup se demandent s'il est opportun que les USA continuent à entretenir 18 000 personnes et à dépenser 3,5 milliards de dollars par an pour un organisme aussi peu performant.

A vrai dire, il est assez peu facile de prévoir les coups d'Etat des autres, et la CIA pendant longtemps s'était surtout spécialisée dans l'organisation de ses propres coups d'Etat, en Iran du temps de Mossadegh, au Chili pour faire tomber Allende, ici ou là en Amérique latine et ailleurs. Ces opérations ne furent pas toujours couronnées de succès : la tentative d'invasion de Cuba fut un fiasco retentissant. Mais enfin la CIA s'est montrée dans l'ensemble plus efficace quand il s'agissait de renverser des régimes plus ou moins de gauche que pour comprendre et surtout pour prévoir ce qui allait se passer dans le vaste monde.

Si un sénateur démocrate va jusqu'à réclamer la dissolution pure et simple de la CIA, il est peu probable que George Bush, ancien patron de la CIA justement, aille jusque-là. Il doit avoir conscience que l'ère des coups d'Etat n'est sûrement pas terminée... et qu'il vaut quand même mieux conserver l'instrument.

LES PUTSCHISTES SOVIÉTIQUES CONDAMNÉS PAR UN SPÉCIALISTE

Le général Jaruzelski, qui prit le pouvoir en instaurant "l'état d'urgence" le 13 décembre 1981 en Pologne, a été sollicité pour donner son avis au sujet de ceux qui ont tenté leur coup d'Etat si malencontreux en URSS. Jaruzelski, orfèvre en la matière, qui peut se targuer d'une réussite (relative tout de même, car au bout de quelques années son système s'est effondré), a parlé avec une certaine commisération de ses homologues soviétiques. A des journalistes de *Libération* qui lui demandaient quelle comparaison on pouvait faire entre l'état d'urgence en Pologne et le coup soviétique, il répondit : *"Je dirais en plaisantant que comparer les deux états d'exception reviendrait à mettre en parallèle futurologie et archéologie."* L'ex-dictateur polonais veut probablement dire par là que son coup d'Etat à lui s'inscrivait dans le sens de l'histoire puisqu'il aidait à *"préparer le terrain aux réformes"*, alors que les "conservateurs" soviétiques *"voulaient en arrêter le processus"*. On appréciera comme on voudra la justification que donne aujourd'hui Jaruzelski de sa dictature d'alors. Mais il faut reconnaître que les putschistes polonais s'étaient mieux débrouillés que les Russes. Et surtout, ce que pourrait ajouter l'homme aux lunettes noires, c'est qu'il est aujourd'hui libre, alors que les Russes sont en prison. Et ça c'est mieux, évidemment...

A.V.

PARADIS CAPITALISTE

La guerre du Golfe a fait baisser le flux de touristes en France. Mais en ce qui concerne les visites à Lourdes, leur nombre s'est maintenu grâce à l'afflux des pélerins de l'Est.

Ce qui aurait pu être une divine aubaine pour les hôteliers, restaurateurs et marchands de bondieuseries, n'est pourtant qu'une piètre affaire. Ces chrétiens de Pologne, Hongrie, Roumanie ou ex-RDA ne sont pas fortunés. Ce sont des pélerins pauvres, qui se nourrissent de sandwiches, dorment dans leurs cars, recherchent les endroits gratuits et n'ont même pas de quoi acheter un cierge ou une sainte Bernadette en guimauve ! Ils ne remplissent pas les tiroirs-caisses et, du coup, ne sont pas en odeur de sainteté !

Eh oui, ces chrétiens d'au-delà l'ex-rideau de fer découvrent amèrement qu'en ce bas monde occidental règne bien l'économie de marché. Tout s'achète, tout se vend... jusques et y compris l'entrée au paradis, payable en devises occidentales convertibles, et au cours du jour !

De quoi tomber du ciel, pour ceux qui espéraient se hisser jusque-là

A paris, camping sauvage de touristes de l'Est au Bois de Boulogne

Gamma

Affaire Bakhtiar
L'HYPOCRISIE DE L'ETAT FRANCAIS

Les policiers français n'ont vraiment pas de chance. Déjà, ils avaient laissé entrer dans une villa pourtant théoriquement étroitement surveillée les assassins de l'ancien ministre du chah d'Iran, Chapour Bakhtiar, exécuté par un commando du gouvernement de Téhéran. Voilà maintenant qu'ils leur tiennent la porte pour leur permettre de sortir de France.

Si on en croit le journal *Le Point*, deux des membres du commando auraient été retenus au passage par les gardes-frontière suisses, qui alertent les policiers français. Après avoir trouvé bons leurs faux passeports, l'inspecteur arrivé sur les lieux relâche les deux hommes. Tout cela en pleine chasse aux suspects, alors que le ministre de l'Intérieur annonce qu'il dirige l'enquête... De cette rocambolesque affaire, on peut quand même déduire que les services de police français ne tenaient pas à mettre la main sur des tueurs dont l'arrestation risquait de déranger les bonnes relations avec l'Etat iranien. Déjà le gouvernement français s'était ridiculisé lors de la libération du terroriste Anis Naccache... condamné lors d'une précédente tentative d'assassinat, toujours sur la personne de Chapour Bakhtiar, et relâché... dans le cadre de l'amélioration des relations avec le gouvernement iranien (en particulier de la reprise des commandes aux entreprises françaises).

Mais, manque de chance pour les diplomates français, cette situation risque de se reproduire. L'un des deux terroristes s'est refait coffrer quelques jours plus tard par la police suisse et sa véritable identité a cette fois été découverte. Voilà le gouvernement français contraint de demander son extradition... que la justice suisse, évidemment peu désireuse de se laisser berner, a été heureuse de pouvoir accorder rapidement.

Pub

Voyez cette "pub", à la Une de *Nice-Matin* du 16 juillet dernier : *"Vous allez à la plage. Débarrassez-vous du goudron, immédiatement, facilement..."* Nous remercions le lecteur qui nous l'a envoyée. Elle consolera peut-être d'être revenu de vacances, ou de n'être pas parti du tout...

Madagascar

EN COULISSE, LES INTÉRÊTS DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

(AFP)

Rocard couve des yeux quelques-uns des protégés de l'impérialisme français, dont Ratsiraka (à Tananarive le 16 mars 1991).

Le Figaro Economie *se fait cette semaine le porte-parole des investisseurs français à Madagascar et éclaire l'intérêt particulier que le gouvernement français porte aux événements politiques qui secouent la Grande Ile. On y apprend en effet que Madagascar est potentiellement riche de profits à engranger et que, parole d'homme d'affaires,* «Madagascar c'est un peu comme l'Eldorado».

Certes, le pays est l'un des plus pauvres du monde. Plus de la moitié de la population vit au-dessous de ce que les économistes-sociologues appellent le «seuil de pauvreté». Mais on peut y réaliser d'excellentes affaires.

En 1975, lorsqu'il prenait le pouvoir à la faveur d'un putsch militaire, le dictateur Ratsiraka se drapait dans une phraséologie «socialiste» et procédait à la nationalisation de banques et d'entreprises étrangères... dont les profits passaient directement sous son contrôle et celui de sa famille. En 1987, changement de stratégie, le dictateur ouvre largement son pays aux investisseurs étrangers. Le pays est riche de gisements de gaz, de pétrole, de fer, de bauxite. Ratsiraka crée des exonérations fiscales. Surtout, sa botte de fer aura contribué à maintenir très bas les salaires : le salaire moyen est de 130 à 150 F par mois. Le Code du Travail est très souple et les charges sociales sont quasi inexistantes, se félicitent des patrons.

De pareils arguments ne pouvaient laisser longtemps insensibles les entrepreneurs français. Ainsi vit-on l'entreprise de bâtiment Dumez installer une filiale dans l'île, pendant que Colas effectuait une part des travaux du palais du dictateur. Une pêcherie du Nord-Pas-de-Calais et une sucrerie prenaient pied à Madagascar. Côté banques, la BNP, le Crédit Agricole, le Crédit Lyonnais s'implantaient à leur tour. Et en 1990 cette valse des requins s'accélérait, suite à la visite au dictateur de leur commis-voyageur, François Mitterrand.

Le rédacteur de l'article du *Figaro,* proche de politiciens et des hommes d'affaires implantés tout près, dans l'île de La Réunion, déplore le double jeu de Ratsiraka qui accueille peu de temps après, à bras ouverts, le président sud-africain Frederic De Klerk et les milieux d'affaires de Pretoria (quelle perfidie, décidément, dans ce milieu des dictateurs et des affairistes !). Depuis plusieurs mois, la lutte est donc ouverte entre les investisseurs français et sud-africains pour le «Hong-kong de l'océan Indien», l'«Eldorado» africain.

Ceci explique qu'en France, de nombreux ministères suivent de près le déroulement des événements politiques de Madagascar.

Maintien du dictateur contesté, ou bien partage de son pouvoir avec l'opposition, les milieux politiques et d'affaires français attendent prudemment, mais rongent leur frein.

Les espoirs et la mobilisation de la population pauvre peuvent-ils s'épuiser ? Ou être suffisamment canalisés et anesthésiés par les bons soins et la ténacité de l'opposition pour que les promesses et calculs de profits maximum restent valables ?

Jean SANVOL

LE MAGOT DE TRAORÉ

C'est seulement six mois après son renversement que l'on commence à savoir réellement l'importance de la fortune de Moussa Traoré, le dictateur du Mali jusqu'en mars dernier, et l'étendue des détournements de fonds publics : près de 6 milliards de francs ont été déposés sur des comptes bancaires suisses. Cette estimation a été faite par les autorités helvétiques (qui n'ont rien vu pendant vingt ans). Mais ce n'est pas tout, puisque les opposants à Traoré estiment, eux, qu'il en a mis autant sur divers comptes aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne. Il n'en aurait pas mis, chez ses meilleurs fournisseurs, en France ? Au total, ce serait quelque 12 milliards de francs qui seraient placés dans les banques occidentales, une somme équivalant à peu près à la dette extérieure du Mali !

Peu de gangs arrivent à un tel butin en 22 ans de carrière. Il faut dire qu'ils n'ont, la plupart du temps, ni les mêmes complices ni la couverture que des hommes comme Traoré, en l'occurrence le FMI, la Banque Mondiale et surtout l'Etat français. Tous ces organismes internationaux ou les divers gouvernements français n'ignorent rien des «aides» qu'ils accordent aux diverses dictatures et de ce qu'elles deviennent. Bongo au Gabon, Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire, Hassan II au Maroc ont tous assuré leur fortune personnelle de cette manière.

Samuel LATAN

DERNIÈRES CRAPULERIES DE HASSAN II

Depuis le 22 août, l'armée marocaine poursuit *«méthodiquement des actions de nettoyage et de ratissage dans le no man's land situé entre le mur de défense et le tracé frontalier du Sahara occidental».* C'est l'agence officielle du dictateur Hassan II qui donne ces informations, sans que cela suscite la moindre réprobation dans le monde occidental, si prompt à faire respecter «l'ordre international» en d'autres lieux.

Pourtant un cessez-le-feu décrété par l'ONU devrait intervenir le 6 septembre. Et un référendum portant sur l'autodétermination du Sahara occidental devrait avoir lieu en décembre prochain. Visiblement, Hassan II a dû se dire qu'il lui restait encore quelques semaines pour préparer au mieux ce référendum en s'attaquant à nouveau à ce qu'il peut rester de forces au Front Polisario et en obligeant la population sahraouie à fuir l'avancée de ses troupes vers le sud, dans les régions les plus désertiques où il fait 48° à l'ombre !

Il est peu probable que les dirigeants des grandes puissances lui fassent des reproches publics.

Elles n'ont au Sahara occidental ni émirs richissimes à défendre, ni richesses pétrolières à préserver.

Henri MARNIER

USA

AU PAYS D

Il y a, outre-Atlantique, dans le pays le plus riche du monde, 37 millions d'Américains (soit 15 % de la population) qui ne disposent pas d'une couverture minimale en matière d'assurance maladie.

Ce n'est certes pas une révélation, puisque les USA sont le seul grand pays industrialisé, avec l'Afrique du Sud, qui ne possède pas de système national d'assurance-santé. Il n'y a pas de Sécurité sociale, comme en France. Les travailleurs peuvent s'assurer... à leurs frais !

La situation s'est considérablement aggravée au fil des années (il y aurait eu une augmentation de près de 50 % du nombre des non-assurés en l'espace de dix ans). Et pourtant la plupart de ces non-assurés travaillent. Mais, face à une augmentation importante du prix des dépenses de santé (et une montée parallèle des profits des trusts intervenant dans ce secteur !) nombre de petites entreprises ont cessé d'offrir à leurs salariés des programmes d'assurance-santé. Et ces derniers ne peuvent pas toujours souscrire des assurances personnelles, dont les primes peuvent atteindre 30 % du salaire mensuel !

Grande-Bretagne

DES PRISONS QUI SE REMPLISSENT

Dans certaines villes d'Angleterre, les tribunaux prononcent en ce moment une série de condamnations à des peines de prison ferme, pour une durée d'une semaine à trois mois. Le motif de ces condamnations, c'est le non-paiement de la fameuse Poll Tax.

(GAMMA)

Quartier pauvre à Liverpool, Grande-Bretagne.

A en croire les déclarations officielles des dirigeants conservateurs ou travaillistes, on pourrait penser que la Poll Tax ne devrait plus sévir : les Conservateurs ont annoncé en effet leur intention de la supprimer (en 1993 certes, où elle devrait être remplacée par un autre impôt), et ils ont promis quelques mesures pour diminuer la note en attendant.

Quant aux Travaillistes, qui ne sont pas pressés de prendre des engagements fermes, au cas où ils se retrouveraient au pouvoir après les élections législatives dont la date n'est pas encore fixée, ils s'appliquent à demeurer vagues sur le futur impôt qu'ils décideront. Cela n'aura *«rien à voir avec cet impôt injuste des conservateurs»*, disent-ils.

Alors, pourquoi un impôt repoussé par tous les politiciens devrait-il encore provoquer des emprisonnements ?

C'est que les déclarations sont une chose, la loi en est une autre. Les municipalités ont besoin d'argent et continuent de s'appuyer sur la loi pour poursuivre tous ceux qui ne payent pas la Poll Tax, soit parce qu'ils ne le veulent pas, soit, plus fréquemment, parce qu'ils ne le peuvent pas.

Municipalités conservatrices ou travaillistes, cela ne fait pas grande différence : les unes et les autres se portent partie civile et traînent les contrevenants devant les tribunaux. Ce sont même les municipalités travaillistes qui, jusqu'à présent, ont fait condamner le plus de monde. Peut-être parce qu'elles comptent le plus de citoyens pauvres, en situation de ne pas pouvoir payer ! Les dirigeants travaillistes reprochent, à juste titre, au gouvernement conservateur de couper les vivres aux municipalités. Mais en attendant, ce sont de simples citoyens qu'ils poursuivent et font emprisonner.

Ce sont parfois de pauvres gens qui se retrouvent derrière les barreaux. Parfois, des gens plus connus : c'est ainsi que Terry Fields, député travailliste de Liverpool et connu pour ses liens avec l'organisation d'extrême-gauche The Militant, est en ce moment à la prison de Walton. Un deuxième député risque d'ailleurs le même sort. Et la multiplication des condamnations risque de raviver un problème que les politiciens avaient voulu désamorcer.

Kinnock, le dirigeant du Parti Travailliste qui ne cesse de se poser en futur Premier ministre respectueux de la légalité britannique, a mis les choses au point : ni les députés de son parti, ni les milliers de gens qui ne payent pas l'impôt ne peuvent compter sur son soutien.

En ce qui concerne le député incarcéré, Kinnock a déclaré que *«ceux qui voulaient faire les lois devraient d'abord les respecter»*... et il a entamé contre lui une procédure d'exclusion du Parti Travailliste ! Pour les autres, tous les autres, le message est clair : «Il faut payer».

Souhaitons que ce soit Kinnock qui paye, au contraire, autant que les Conservateurs, puisqu'il a, sur le fond, la même politique.

N. P.

LES VOYAGES FORMENT LA JEUNESSE ?

Depuis quelques mois, les agressions de jeunes touristes par des bandes de «loubards» anglais se multiplient dans la ville portuaire de Brighton (dans le Sussex), au point de menacer une des spécialités de la localité : les stages linguistiques.

L'été, Brighton accueille en effet des dizaines de milliers de lycéens et étudiants français, espagnols ou allemands, venus prendre des cours d'anglais dans des écoles spécialisées, et pas vraiment gratuites, on s'en doute.

Ces dernières années, il ne manque pas de jeunes Anglais du même âge, condamnés à passer l'été dans leur cité, touristique certes, mais frappée aussi par la désindustrialisation et le chômage, qui sont tentés de corriger quelque peu les hasards de la naissance en détroussant les gosses «bon chic-bon genre» de la petite et moyenne bourgeoisie européenne.

En somme, une bonne (et rude) occasion pour ces lycéens et étudiants d'Allemagne et de France de réfléchir à «la situation des classes laborieuses en Angleterre»...

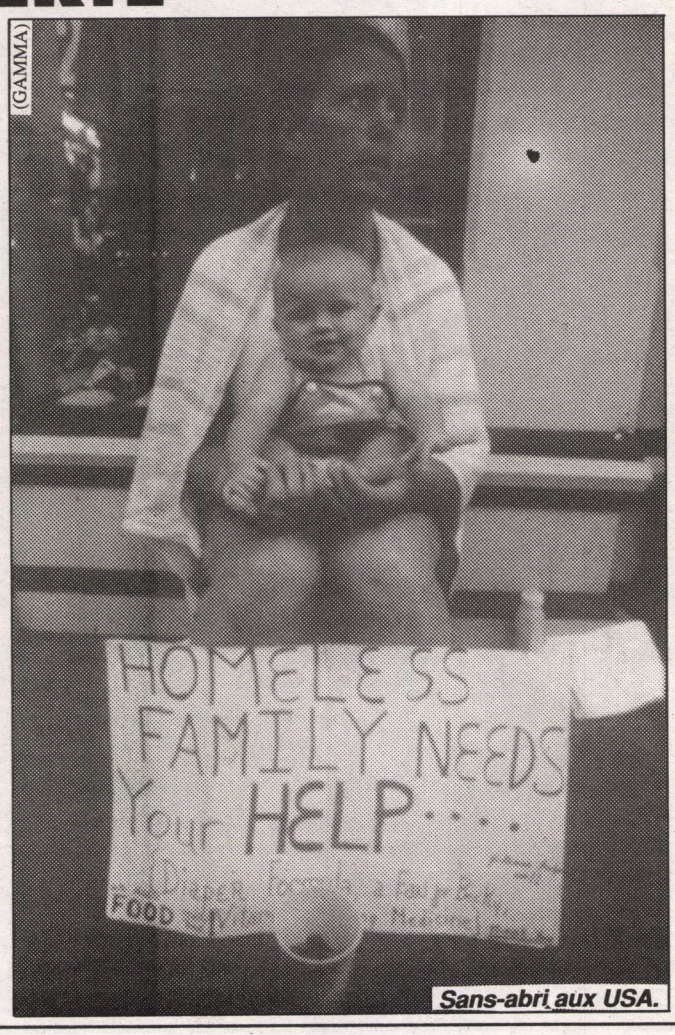
DE LA "LIBERTÉ" CREVER

De toute façon, même les grandes entreprises ont, depuis longtemps, révisé à la baisse les couvertures sociales des travailleurs qu'elles employaient.

La perspective des prochaines échéances électorales de 1992 aidant, un certain nombre de politiciens ont à nouveau posé le problème de la création d'un système national d'assurance-maladie. Rien ne prouve qu'il verra le jour.

En attendant, au pays du «chacun pour soi», les pauvres ont l'entière liberté de crever.

Henri MARNIER



(GAMMA)

Sans-abri aux USA.

Affrontements entre Juifs et Noirs à New York

LE POISON DU RACISME

Depuis le 19 août, de violentes bagarres ont opposé des Juifs et des Noirs dans un quartier de Brooklyn, à New York, puis des Noirs à la police, car la situation a tourné à l'émeute.

A l'origine de cette affaire, un accident de la circulation : un Juif religieux de la secte «Loubavitch» loupe un tournant et écrase un enfant noir de 7 ans, le tuant, et blesse grièvement sa cousine. Une foule hostile se rassemble aussitôt dans ce quartier où 80 % de la population est noire et où les Loubavitch sont détestés et lorsque arrivent la police et une ambulance (d'une compagnie juive) les policiers préfèrent que l'ambulance emporte le coupable, pour le soustraire à la foule, plutôt que les victimes. Ce qui a pour résultat d'exaspérer les Noirs. A la suite de quoi un Juif religieux qui n'avait rien à voir avec cette affaire est poignardé, puis les bagarres se prolongent durant des jours malgré les appels au calme du maire (noir) de New York, qui se fait recevoir à coups de pierres.

La population noire constitue la partie la plus pauvre aux USA, et tout particulièrement dans ce genre de quartier pauvre. Les Juifs religieux, qui vivent dans leur univers et qui méprisent religieusement tout le monde, sont détestés, surtout quand ils s'affichent ostensiblement pour des cérémonies religieuses (c'était le cas). Quant aux policiers ils sont souvent mal aimés par les Noirs, d'autant que cet été un certain nombre de bavures policières envers les Noirs ont été dénoncées par la presse américaine.

Et puis beaucoup de Noirs sont nationalistes et racistes, tout comme le sont de nombreux Hispaniques, Juifs, Italiens, etc., qui sont bien loin de s'être fondus dans l'ensemble américain.

Quant aux Juifs qui vivent dans ce quartier pauvre, même s'ils sont généralement plus riches que les Noirs, ce ne sont pas des Rothschild non plus.

Il y a quelques décennies, une partie des Juifs, victimes du racisme et ayant des idées libérales, voire socialistes ou socialisantes, essayaient de se rapprocher des Noirs et des opprimés en général.

Aujourd'hui, à New York comme partout, chez les Juifs comme chez les Noirs, d'ailleurs, ce sont les idées réactionnaires, nationalistes, racistes, religieuses, qui font des progrès et des dégâts.

A. V.

LE PCF FACE À LA CRISE SOVIÉTIQUE

Neuf membres du Comité central du Parti Communiste Français, "refondateurs", derrière les trois anciens ministres communistes, Fiterman, Le Pors et Ralite, ont demandé une convocation extraordinaire du Comité central du PCF car ils accusent la direction actuelle d'avoir manqué de réaction et de clarté lors du putsch manqué en URSS. Et Le Pors parle de la nécessité de *"refonder un mouvement progressiste sur des bases entièrement nouvelles"*, préférant désormais le mot de *"progressiste"* à celui de *"communiste"*.

De son côté le quatrième des anciens ministres communistes du gouvernement Mauroy, Rigoud, propose de *"déboulonner Marchais"* et de créer un *"rassemblement de toutes les forces progressistes... à gauche mais proche du PS"*.

Bref la contestation anti-Marchais, du moins celle qui fait parler d'elle à la direction du PCF, trouve dans les événements d'URSS une occasion d'avancer ses pions. Il faut dire que de son côté Marchais n'a pas de chance avec les événements : il avait à peine eu le temps de se féliciter d'entendre Gorbatchev, revenu au pouvoir, annoncer *"qu'il n'était pas une girouette et qu'il restait communiste"*, à peine le temps de se réjouir dans un message de soutien au numéro un soviétique du rôle joué par le Parti Communiste d'URSS dans l'échec du putsch, que déjà Gorbatchev laissait tomber le PC d'URSS en quittant son poste de secrétaire général du parti et en demandant la dissolution du Comité central.

Une concurrence pour la même politique

Mais sur le fond, entre les Fiterman ou les Rigoud d'un côté, les Marchais et Leroy de l'autre, la différence n'est pas bien grande : si les premiers sont nostalgiques du temps béni de l'Union de la gauche où ils avaient pris goût à être au gouvernement, c'est bien parce qu'à l'époque Marchais les y avait envoyés. Et si Marchais semble encore pour l'instant (mais pour combien de temps ?) vouloir continuer à tabler, pour tenter de garder troupes et électorat du PC, sur un peu plus de différence vis-à-vis du PS que ceux qui proposent tout de suite de changer d'étiquette, il n'a comme eux pas d'autre perspective qu'une alliance ultérieure avec le PS pour gérer les affaires de la bourgeoisie au gouvernement.

Mais d'un autre côté la façon dont la direction actuelle du Parti Communiste Français essaye de réconforter les militants communistes désorientés par ce qui se passe en URSS est tout un programme. Depuis quinze ans, explique-t-elle, le PCF n'a plus rien à voir avec le PC d'URSS ! *"PCF et PCUS : le jour et la nuit"* titre en double page *L'Humanité* du 27 août. La rupture irrémédiable du PCF avec l'URSS et le stalinisme aurait daté exactement de 1976, quand, grâce à Marchais évidemment, le PCF a abandonné l'idée marxiste de *"dictature du prolétariat"*, déplaisante aux oreilles des alliés socialistes de l'époque idyllique d'Union de la gauche, et avancé l'idée tricolore du *"socialisme aux couleurs de la France"*.

Réécriture de l'histoire du PC version été 1991

L'histoire du PCF réécrite par *L'Humanité*, version été 1991, passe discrètement sous silence le soutien de Marchais à l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979. Mais surtout elle oublie de dire que les distances, plus ou moins grandes suivant les époques, prises par le PCF envers Moscou, de même que l'abandon de l'internationalisme au profit des *"couleurs de la France"*, est une histoire bien antérieure à 1976. Le PCF n'a pris de distances vis-à-vis de Moscou qu'à chaque fois que la direction du PC escomptait qu'un rapprochement avec le Parti Socialiste lui donne quelques chances de parvenir au gouvernement. Des liens avec Moscou, les dirigeants du PCF n'avaient depuis bien longtemps gardé que les pires. Pas les espoirs de la révolution de 1917, que le PCF comme les bureaucrates russes avaient reniés depuis longtemps dans les faits, mais seulement les bons rapports avec la bureaucratie dirigeante de cette grande puissance qu'était l'URSS, tant que cela pouvait permettre à l'appareil du PCF d'en tirer poids politique, et aussi aides et subsides.

Et les responsables de l'appareil du PCF se sentaient le droit de jouer les maîtres à penser de la classe ouvrière en France, de se considérer comme ses seuls représentants, de chercher à maintenir leur monopole sur le mouvement ouvrier en excluant non seulement des rangs de leur parti, mais aussi des rangs de la CGT tous ceux qui voulaient défendre les idées communistes.

Alors *L'Humanité* de ces jours derniers découvre soudain, pour comparer *"le jour et la nuit"*, que le PC d'URSS étant *"le passage obligé pour tout soviétique voulant faire carrière"...*, il s'y retrouvait tous ceux qui étaient *"avant tout motivés par leurs intérêts personnels"...* (y compris à leur tête Gorbatchev, *L'Humanité* a oublié de le préciser). Le PC français, affirme-t-elle, restera lui au contraire un point d'appui pour *"les exclus, les victimes d'un capitalisme arrogant..."*. C'est vrai pour un grand nombre de ses adhérents venus des travailleurs, pour beaucoup de ses militants, mais est-ce vrai pour ce dirigeant, Marchais, qui proposa ses services au gouvernement d'Edith Cresson au moment même où ce gouvernement s'apprêtait à prendre de nouvelles mesures d'austérité contre la classe ouvrière. Les *"exclus"* et les *"victimes du capitalisme arrogant"* ne peuvent pas se reconnaître dans cette démarche et dans cet homme.

Marchais ou Fiterman trouveront-ils un mode de survie au PCF au prix d'un reniement encore plus complet du communisme, et d'un rapprochement encore plus grand avec le PS ? C'est le problème actuel des dirigeants du PCF, et les conflits entre eux sont une question de degré dans ces rapprochements.

Mais le PCF n'est pas le PC d'URSS. Il n'est pas un appareil de l'Etat constitué d'apparatchiks assurant leurs carrières. En dehors de quelques notables, parmi les maires, conseillers généraux, permanents, qui peuvent chercher en direction de la social-démocratie (et Mauroy vient de les y inviter), au sein du PS ou juste à côté, le moyen de sauvegarder leurs postes, le PCF est surtout formé de militants d'entreprises, de quartiers, dont le dévouement a fait jusque-là la force.

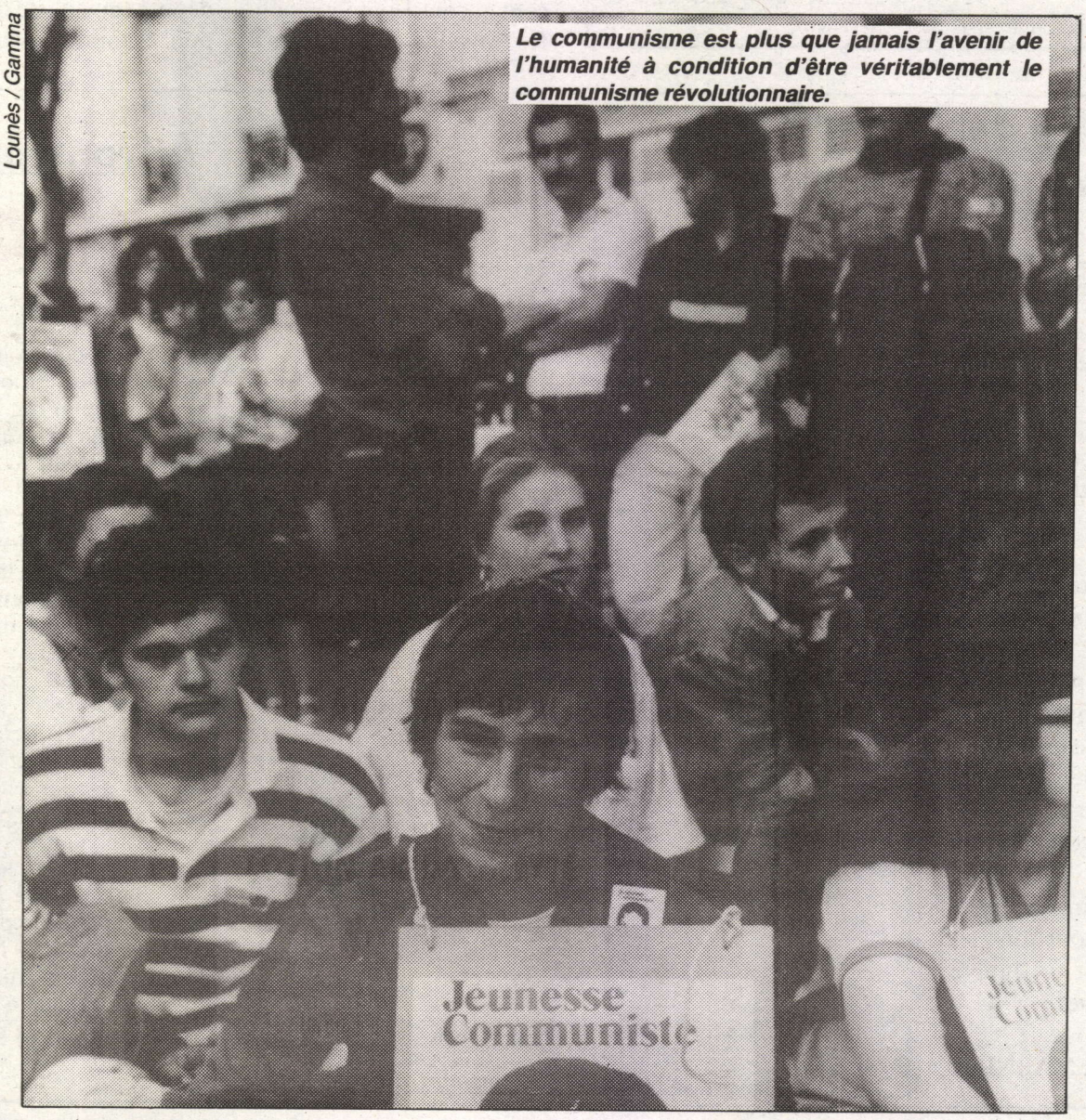
Combien sont-ils, ceux qui ne seront pas démoralisés par l'effondrement de ce qu'on leur avait fait prendre pour un modèle de socialisme, et qui tiennent encore à défendre les idéaux communistes ? Combien sont-ils qui n'auront pas envie de se retrouver dans une nouvelle version à peine de gauche du parti de Mitterrand et de Cresson ? Combien sont-ils les militants syndicaux, qu'ils aient été au PC ou ne lui aient jamais fait confiance, qui ne voient pas, comme les journalistes les y invitent, dans le ralliement ouvert au capitalisme des privilégiés d'URSS la fin de la lutte de classe ? Même s'ils ne sont que quelques dizaines de milliers, ou même quelques milliers, il est indispensable qu'ils ne renoncent pas à être un pôle pour les *"exclus"* et les *"victimes du capitalisme arrogant"*.

La classe ouvrière a besoin d'eux pour organiser ses luttes, pour transmettre aussi aux générations plus jeunes leur expérience militante débarrassée des déformations staliniennes.

Car tant que le capitalisme et l'exploitation dureront, la lutte de classe continuera et les idées communistes resurgiront s'il y a des femmes et des hommes pour les défendre et les incarner.

Olivier BELIN

Lounès / Gamma



Le communisme est plus que jamais l'avenir de l'humanité à condition d'être véritablement le communisme révolutionnaire.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES À SAINT-NAZAIRE

C'est parce que Claude Evin, ancien ministre de Rocard mis en disponibilité par Cresson, a désiré retrouver son siège de député, qu'une élection législative partielle va avoir lieu le 15 septembre à Saint-Nazaire. Cette élection n'est pas à proprement parler une surprise. Aux législatives de 1988 une polémique avait opposé le rocardien Evin qui se savait «ministrable» au maire chevènementiste de Saint-Nazaire qui postulait pour être son suppléant. Evin lui avait répondu en substance qu'il n'en était pas question, car il souhaitait pouvoir retrouver son siège de député au cas où sa carrière de ministre se verrait abrégée. Il avait donc choisi à l'époque une suppléante, Marie-Madeleine Dieulangard, dont la mission était de tenir le siège de son patron à l'abri des convoitises et dont il savait qu'elle aurait l'obligeance de démissionner quand il le lui demanderait.

Evin a choisi de rendre cette démission publique dans la semaine du 15 août ce qui impose un premier tour le 15 septembre... soit cinq jours après la rentrée des classes qui marque la fin de la période des vacances d'été pour la plupart des familles. Puisque la loi ne lui permet pas encore d'être entièrement propriétaire de ce qu'il considère comme «son» siège de député, Evin va se soumettre au suffrage des électeurs, mais il a visiblement choisi la période où cela risque de mobiliser le moins de monde possible.

Il faut dire qu'au plan national les résultats électoraux ne sont guère encourageants en ce moment pour le PS et que, au plan local, Evin n'a pas laissé que de bons souvenirs. C'est en effet en juin 1988 qu'il est entré dans le gouvernement Rocard, au moment même où la direction des Chantiers de l'Atlantique annonçait un plan de licenciements concernant plus d'une centaine de travailleurs. L'occasion a donc immédiatement été donnée à Evin de montrer dans quel camp il se situait puisqu'il fallait la signature du gouvernement pour que les licenciements puissent être camouflés (mal) en «congés-conversion».
Ce qu'il n'a pas manqué de faire en approuvant, avec ses collègues du gouvernement socialiste, la mise à la porte des travailleurs concernés. Depuis, certains de ces salariés sont encore au chômage quand d'autres ont retrouvé du travail... aux Chantiers, embauchés comme intérimaires, ou avec des contrats à durée déterminée par des entreprises sous-traitantes. Mais, grâce à l'aide du gouvernement, l'objectif des patrons a été atteint : augmenter la précarité de l'emploi et faire pression sur les salaires à la baisse dans une région où le taux officiel du chômage atteint les 14 %.

Pas étonnant si, pendant tout le temps qu'a duré le conflit, le ministre nazairien a soigneusement évité de rencontrer les grévistes, tout comme il a été absent par la suite à chaque fois que des conflits ont opposé des travailleurs à leurs patrons. Mais cela ne doit pas surprendre d'un ministre qu'on a pu voir à l'œuvre lors du conflit des infirmières et qui fait partie de cette longue tradition de ministres socialistes qui ne s'intéressent à l'électorat ouvrier que dans la mesure où ils ont besoin des voix ouvrières pour mener à bien leur carrière de politiciens professionnels.

Six autres candidats sont en lice face à Evin. Le PC est présent ainsi que la droite représentée par le RPR et le Front National. Il y a les écologistes amis de Waetcher et ceux soutenus par Lalonde. LUTTE OUVRIÈRE présente pour sa part une candidate, Marie-France Belin, qui a fait partie en juillet 1988 de la charrette des licenciés des Chantiers et qui se présente, comme elle le dit dans un tract *«tout simplement pour faire entendre la voix des travailleurs, la voix des petites gens, la voix de ceux à qui l'on ne donne pas la parole et qui en ont assez qu'on trahisse leurs espérances»*.

Le 15 septembre ceux qui veulent profiter de cette élection pour dire leur colère contre ces ministres, de gauche ou de droite, qui mènent une politique hostile au monde du travail pourront le faire en votant pour elle.

Dans les entreprises

SOLLAC - Montataire (Oise)

ENCORE UN MORT !

Mardi 6 août, un ouvrier de 36 ans a été écrasé par la chute d'un équipement de montage pesant 7 tonnes. Il n'a eu que le temps d'avertir son compagnon de travail de s'échapper.

L'opération qu'ils effectuaient est très délicate. La dernière fois qu'elle a eu lieu, c'était en 1989. Or, rien n'est vraiment conçu pour cette manœuvre. C'est le système «D» : un anneau muni de 4 élingues à crochets, sans point d'ancrage fixe, pour soulever, puis reposer une charge de 7 tonnes. Aucune des personnes présentes n'avait déjà assisté à cette manutention, pas même le responsable. De plus, les alentours n'étaient pas dégagés. Un palonnier posé à terre (ce qui n'est pas sa place) a empêché notre camarade de se dégager en arrière, quand la charge est tombée.

Depuis un an et demi, le problème de manutention de cet appareil avait été examiné en Conseil d'atelier. Les travailleurs y avaient précisément dit les dangers. Et la direction s'était contentée d'un compte-rendu. Sans aucune modification.

En fait, ce dramatique accident est le résultat direct de toute la politique du groupe Usinor-Sacilor. Celle qui veut qu'on travaille toujours plus, dans des conditions de plus en plus difficiles. Les effectifs sont en régulière diminution, la productivité par contre augmente. Les emplois précaires continuent de plus belle : une centaine de CDD et de «contrats-qualification», une centaine d'intérimaires et plus de 200 sous-traitants... en permanence. Là où l'on était 3 personnes, on n'est plus qu'un seul. Le matériel n'est plus réparé à temps. La sécurité est remisée au placard.

Le 16 décembre dernier, un autre camarade avait trouvé la mort dans l'usine. Et depuis, trois ouvriers ont perdu l'usage partiel d'une main. Juste avant le départ en vacances, on avait appris que trois ouvriers d'autres sites Sollac avaient eux aussi perdu la vie. Il n'y a donc là aucune fatalité. C'est la course au profit qui tue.

Dans l'usine, même si beaucoup d'entre nous étaient en congés, c'est à près de 200 que nous avons, à l'appel des syndicats, arrêté le travail le lendemain de l'accident. Aujourd'hui ceux qui rentrent et apprennent la nouvelle sont écœurés. Et comme certains le disent, il faudra bien qu'on refuse de travailler dans de telles conditions.

Correspondant LO

COCA-COLA - Grigny (Essonne)

ECHEC AU LICENCIEMENT

A l'usine Coca-cola de Grigny en Région parisienne, nous fabriquons le contenant et le contenu de la fameuse boisson de A jusqu'à Z en travaillant en 3 × 8 en semaine et en deux équipes le week-end. Le week-end des 17 et 18 août n'a pas été banal pour nos patrons. En effet, dans l'une des deux équipes de week-end, trois ouvriers ont reçu leur lettre de licenciement. Le patron les accusait de faute professionnelle.

Dès la nouvelle connue, tous les ouvriers de la première équipe décidaient de débrayer pendant une demi-heure et l'équipe suivante faisait de même.

C'est la première fois depuis six ans que l'usine existe que des travailleurs se mobilisent pour défendre leurs intérêts. Habituellement les sanctions passaient sans problèmes.

Devant la détermination des grévistes, le sous-directeur devait se déplacer en plein dimanche et annulait les sanctions peu après. C'est une bonne première qui alimente les discussions dans toute l'entreprise.

En semaine, beaucoup voudraient maintenant que cette solidarité s'étende aux 3 × 8 afin d'être plus forts face à un patron qui jusqu'à présent se croit tout permis.

Région parisienne

LES LOYERS VALSENT ET LE GOUVERNEMENT BAT LA MESURE

La nouvelle mouture du décret réglementant les loyers dans l'agglomération parisienne vient d'être rendue publique.

Avant d'examiner les effets réels de cette mesure prétendument sociale du gouvernement, il faut, pour s'y retrouver, rappeler les règles actuelles de fixation des loyers du secteur privé libre, c'est-à-dire hors HLM et loi de 1948.

Face à la flambée des loyers consécutive à la loi Méhaignerie du 23 décembre 1986, qui les avait quasiment libérés, la nouvelle loi du 6 juillet 1989 avait notamment comme objectif affirmé la "maîtrise des loyers". En fait, elle a seulement apporté quelques retouches à la loi Méhaignerie.

Pour les relocations à un nouveau locataire, elle a limité la liberté totale à quelques cas et généralisé la fixation du loyer *"par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables"*, comme pour les renouvellements de baux.

En outre, pour les zones connaissant *"une situation anormale du marché locatif"*, la loi du 6 juillet 1989 a prévu que l'Etat peut limiter les hausses. C'est ainsi que le décret du 28 août 1989 est venu se superposer à la loi, dans l'agglomération parisienne (à Paris, dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et dans certaines communes de la Seine-et-Marne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de l'Essonne). Les loyers des 743 000 logements du secteur privé ne devaient pas y être augmentés plus que l'indice du coût de la construction, sauf dans quelques cas bien précis. Ce décret fut reconduit le 27 août 1990 pour une année supplémentaire.

Pour les douze mois à venir, le gouvernement a coupé la poire en deux. Les relocations n'obéiront plus, désormais, qu'à la loi du 6 juillet 1989 (références), tandis que les renouvellements devront se faire comme une révision annuelle, aux conditions prévues au contrat, c'est-à-dire dans la plupart des cas, en fonction de l'indice du coût de la construction.

COUP DE MASSUE SUR LES NOUVEAUX LOCATAIRES

Le ministère du Logement justifie sa décision par le fait que la hausse des loyers s'est ralentie... sauf, justement, dans les cas de relocations : 18% d'augmentation en 1990 comme en 1989. Car, comme le note l'officiel Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) dans son récent rapport, *"quelque 40% des loyers d'emménagés en 1990, voire plus à Paris, semblent fixés sans tenir compte de la réglementation en vigueur"*.

Parfois, les bailleurs ont simplement misé sur le fait que le nouveau locataire n'avait pas la possibilité de connaître le loyer de son prédécesseur. D'autres ont prétendu qu'ils venaient de faire des travaux leur donnant le droit de fixer librement le loyer, alors qu'il s'agissait de travaux de réparation et non d'amélioration comme le précise la loi. Certaines sociétés d'assurances, propriétaires d'immeubles, ont osé faire valoir le total de travaux d'ensemble, au lieu de considérer seulement la part revenant à l'appartement concerné.

Quant aux syndicats de propriétaires et de gestionnaires, ils ont conseillé à leurs adhérents de tourner le décret en jouant sur les mots. Puisqu'il avait une durée de validité d'un an, cela signifiait d'après eux que le loyer n'était bloqué que pour un an et libre ensuite. Plusieurs jugements, dont un de la cour d'appel de Paris, les ont contredits en rappelant que le décret s'appliquait à toute la durée du bail.

Face à toutes ces infractions, les locataires se sont trouvés bien démunis. Aucun effort d'information, aucun contrôle, aucune sanction contre les bailleurs n'avaient été prévus par l'Etat. Pour l'année 1990, en Ile-de-France, seuls 136 nouveaux locataires, sur environ 150 000 relocations, ont utilisé leur droit de saisir la Commission de conciliation départementale dans un délai de deux mois.

Maintenant, le retour au système des références pour les relocations va laisser les mains encore plus libres aux propriétaires. On peut leur faire confiance pour choisir les quelques références qui leur conviennent le mieux. A charge ensuite au nouveau locataire combatif de prendre le chemin de la Commission de conciliation avec plusieurs dizaines d'autres références sous le bras, extraites des fichiers de l'OLAP qui en compte plus de 40 000 !

LOCATAIRES EN PLACE : UN REPIT TRES RELATIF

Jusqu'au 30 août 1992 donc, les renouvellements de baux en Ile-de-France ne doivent donner lieu qu'à une indexation sur l'indice du coût de la construction, comme les révisions annuelles.

Certains bailleurs n'ont pas hésité, à l'échéance d'un bail, à adresser au locataire une proposition d'augmentation de loyer, références à l'appui, comme si le décret n'existait pas ou, pour des dates postérieures au 30 août, en affirmant qu'il ne serait pas reconduit, ou encore en prétendant qu'il ne serait valable que pour la première année du nouveau bail.

Ignorant souvent qu'il leur suffit de ne pas répondre à ces propositions malhonnêtes et que le bailleur n'a pas le droit de leur donner congé pour ce motif, redoutant la détérioration de leurs relations avec ce dernier, la plupart des locataires se résignent à accepter. Ils ont néanmoins été 2 257 à présenter leur dossier aux commissions de conciliation d'Ile-de-France, l'année dernière, souvent avec l'aide d'associations de locataires telle que la Confédération Nationale du Logement.

Cependant, même lorsque le décret est respecté, il ne permet guère aux locataires que de souffler un peu. La plupart des baux étant de trois ans, la reconduction du décret pour la troisième année consécutive aura permis aux locataires du secteur libre de bénéficier d'un seul renouvellement avec simple indexation. La moitié des baux arrivés à échéance en 1990 concernaient des locataires entrés dans les lieux après la promulgation de la loi Méhaignerie, donc avec des loyers ayant déjà été fortement relevés à l'époque. Quant aux baux qui seront renouvelés en 1991 et en 1992, beaucoup l'ont déjà été une fois en 1988 ou en 1989, avant le décret, donc avec d'importantes réévaluations.

Par ailleurs, l'indice du coût de la construction, qui était resté particulièrement bas l'année dernière, a repris son ascension : son évolution sur un an est actuellement de 3,5%, dépassant légèrement l'indice INSEE des prix à la consommation (3,3%). Et l'on ose appeler cela un "blocage" des loyers ! Mais s'il s'agissait de salaires, les journaux patronaux auraient vite fait de parler de dérapage, et non de blocage !

DES LOYERS INACCESSIBLES AUX SALAIRES OUVRIERS

Les locataires en place de longue date ont vu ces dernières années leur loyer peser plus lourd sur leur budget. Mais beaucoup ne pourraient tout simplement pas venir s'installer aujourd'hui dans l'immeuble qu'ils habitent, s'ils devaient payer les loyers proposés aux nouveaux arrivants. En 1990, selon l'OLAP, le loyer mensuel moyen proposé à un candidat locataire était de 82 F/m2 à Paris et de 62 F/m2 en proche banlieue, contre respectivement 67 F/m2 et 55 F/m2 pour l'ensemble des loyers. Cela représente des écarts de 22% pour Paris et de 14% pour la banlieue.

4 000 F le loyer (sans les charges) pour un petit deux-pièces, il y aurait de quoi aller voir ailleurs... si c'était possible. Car, pour chaque offre, il y a plusieurs dizaines de candidats, dont la plupart ne sont d'ailleurs pas solvables aux yeux de bailleurs qui exigent un revenu atteignant quatre fois le loyer.

Sylvie LAVANANT

PAS DE PITIÉ POUR LES SANS-LOGIS

Bassignac / Gamma

Des dizaines de familles de sans-logis occupent à Paris un terrain destiné à la future «Très Grande Bibliothèque», tout près du somptueux nouveau ministère des Finances. Pour ces constructions de prestige il y a des milliards. Mais pour les sans-logis rien, sinon une décision de justice leur laissant jusqu'au 2 septembre pour évacuer. Et pour aller où ? Camper devant le Palais de Justice, peut-être ?

CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse - Paris)

HEURES SUPPLÉMENTAIRES, NON MERCI !

Pour la première fois depuis 1976, la direction de la CNAV (Caisse Vieillesse) a fait demander dans les services des Pensions, ceux qui sont chargés d'effectuer le calcul des retraites, des volontaires pour faire des heures supplémentaires !

En effet, depuis quelques mois, un retard considérable s'est accumulé, et n'est pas près de se résorber.

Le prélèvement de 1,1 % sur les pensions, au titre de la CSG, son application tatillonne et les réclamations qu'elle a entraînées, les calculs et les recalculs, tout cela a alourdi le travail habituel et provoqué de gros bouchons.

Certains chiffres ont été communiqués avant les vacances : plus de 15 000 lettres de réclamations avaient été reçues au sujet de la CSG. Pour plus des deux tiers de ces lettres, il a fallu réinterroger les retraités. Et au final 87,5 % des demandes se sont conclues par une révision effective (et dans 90 cas sur 100, par une exonération de la CSG et par une restitution des sommes indûment perçues). Ces quelques chiffres donnent une idée du surcroît de travail que cela a occasionné.

Et ce n'est pas fini. Car, dans la volonté de prélever le plus rapidement possible quelques milliards aux retraités, la direction de la CNAV avait dans un premier temps (en février dernier) calqué en gros ses bases de calcul (année de référence et assiette de cotisation) sur ce qu'elle faisait pour les retenues «cotisation maladie». Or maintenant elle veut appliquer la loi, qui elle, de manière complètement absurde, a été votée avec des bases de calculs complètement différentes. On refait tout et on recommence.

Le surcroît de travail n'est donc pas près de diminuer, d'autant que la diminution d'effectifs, continue depuis plusieurs années, aggrave cet état de fait.

Les chefs continuent leur campagne en faveur des heures supplémentaires, avec des réflexions du genre : *«Vous devriez accepter les heures supplémentaires. De toute façon, c'est vous qui épongerez le retard. Autant le faire avec 25 % de salaire en plus !»*.

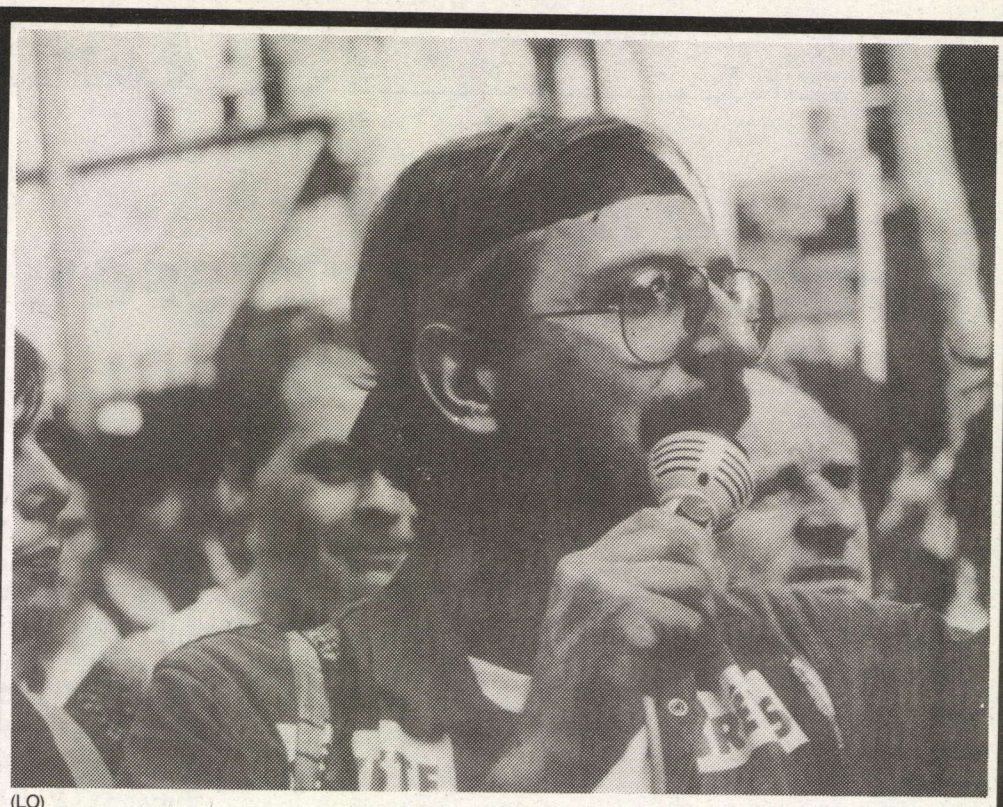
Pour l'instant la direction n'a trouvé quasiment personne.

Correspondant LO

UN MORT AU TRAVAIL TOUTES LES DEUX HEURES

1 533 094 accidents du travail ont été recensés en 1990, autant qu'en 1989. Un millier d'entre eux ont été mortels.

Pourtant les emplois industriels sont moins nombreux d'année en année, avec le chômage. En proportion, les accidents du travail, eux, augmentent donc.



(LO)

THIERRY JEANNEROT

Notre camarade Thierry JEANNEROT, 32 ans, ouvrier aux usines Peugeot, à Sochaux, est décédé le 23 août, suite à un accident de la route. Tous ses proches, amis et camarades ont été bouleversés.

Voici les paroles que l'un de nous a prononcées devant tous ses camarades rassemblés en sa mémoire :

«J'ai connu Thierry à l'usine chez Peugeot, il y a une dizaine d'années. Il avait alors 21 ans et venait d'être embauché dans mon atelier. Je me souviendrai toujours dans quelles circonstances j'ai fait sa connaissance.

Au cours d'une discussion avec un vieux militant du Parti Communiste Français, celui-ci m'avait signalé qu'il y avait un jeune qui participait à un stage de formation économique organisé par la direction. Et il avait rajouté : «En voilà un qui est encore plus rouge que toi !»

Thierry ne supportait pas les discours de l'encadrement, les bêtises que le patron leur faisait rabâcher, et s'en était moqué ouvertement. Voilà comment je l'ai rencontré.

Thierry, comme beaucoup de jeunes qui rentrent à l'usine, était un ouvrier révolté, qui n'acceptait pas d'être soumis.

Puis il est devenu un militant révolutionnaire, fier de sa classe. Il savait convaincre d'autres jeunes que la classe ouvrière est capable de diriger la société, qu'il faut aller de l'avant.

En 1989, tous les grévistes se rappellent de son enthousiasme, son dynamisme, sa veste de bleu avec les slogans de la grève, sa forte voix, sa force d'entraînement.

C'était tout cela, Thierry, un des principaux animateurs des cortèges grévistes. Ce souvenir de lui pendant la grève, nous ne l'oublierons jamais (...).

Thierry avait opté pour une société future débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce combat, malgré son absence, continuera, nous en sommes convaincus».

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

CHÔMAGE ? MITTERRAND ET CRESSON S'EN OCCUPENT...

***Le chômage a encore augmenté en juillet, avec 42 600 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cela signifie que chaque jour 1 500 nouveaux chômeurs viennent s'ajouter à la cohorte des travailleurs à la recherche d'une place. Et d'après les prévisions cela risque d'empirer dans les mois prochains. Le patronat de la métallurgie annonce sans se gêner que le chômage va* "monter inexorablement jusqu'à la fin de l'année" *et que* "les suppressions d'emplois industriels vont se poursuivre".**

Voilà qui est clair et net. Plus que les discours de Cresson sur une possible reprise économique...

UN MILLION D'EMPLOIS INDUSTRIELS DE MOINS EN VINGT ANS

Dans une de ses publications, l'INSEE confirme en statistiques ce que beaucoup de travailleurs ont perçu directement en se retrouvant au chômage : *"En vingt ans, l'emploi industriel s'est réduit de plus d'un million de personnes : il représentait 24% de l'emploi total en 1970, et en constitue moins de 18% en 1989. (...). La sidérurgie et l'industrie textile et de l'habillement ont perdu (dans le même temps) plus de la moitié de leurs effectifs, l'industrie du cuir à peine moins. Autres grandes branches perdantes : les matériaux de construction et l'équipement ménager qui les ont réduits de près de 40%"*.

Les sidérurgistes de Lorraine ou les travailleurs du textile de Lavelanet en Ariège en savent quelque chose, pour ne citer qu'eux. Ces centaines de milliers de suppressions d'emplois que les travailleurs ont subies et paient encore se sont soldées pour quelques autres par un enrichissement. La sidérurgie refait des bénéfices, comme le groupe Sacilor. Dans le textile, la famille Seydoux s'en est bien tirée et dans le cuir, le groupe LVMH a engagé une des plus grandes batailles boursières à coup de milliards de francs.

L'économie capitaliste, c'est cela. Ça consiste pour quelques-uns à placer son argent, son capital, là où c'est rentable et s'il le faut à laisser tomber des secteurs entiers de production qui seraient utiles tout en mettant des milliers de travailleurs à la rue. L'important n'est pas ce qu'on produit et pour qui, mais c'est seulement qu'à l'autre bout les profits rentrent !

Samuel LATAN

Frilet

Usinor-Longwy : usine sidérurgique fermée en 1986.

LES ATTENTIONS DU PARTI SOCIALISTE POUR LE PATRONAT

Le gouvernement veut procéder à une nouvelle diminution de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, et passer celui-ci à une valeur uniforme de 33,3% d'ici au 1er janvier 1993. Ce taux d'imposition est actuellement de 34% pour les bénéfices réinvestis, et de 42% pour les dividendes distribués aux propriétaires et actionnaires. Mais en 1985, l'imposition à ce titre était encore de 50%, que ce soit pour les bénéfices réinvestis ou pas. Et c'est par étapes successives que, sous Mitterrand, les patrons ont pu voir l'impôt sur les bénéfices des sociétés allégé, ce qui s'est traduit par des milliards de francs de cadeaux.

Le taux a été ramené à 45% pour l'exercice 1986 et 1987, 42% pour 1989. Puis, pour les bénéfices réinvestis, il est passé à 37% pour 1990, 34% pour 1991. Et donc aujourd'hui, dans le cadre de la nouvelle loi de finance pour 1992, il devrait être ramené à 33,3% pour tous les bénéfices. On estime que cette dernière mesure à elle seule coûtera, sur deux ans, 13 milliards de rentrées en moins à l'Etat.

Mais le cadeau ne se limite pas à cela. Sans compter la dernière mesure, selon le journal *Investir* du 17 juin dernier, *"le résultat de cette politique est que le bénéfice net des entreprises aura été majoré d'un tiers en six ans (et de près de 5% pour l'exercice 1991) quand elles réinvestissent l'intégralité de leurs gains, et de 27% en moyenne"*. Et de constater les effets bénéfiques sur la Bourse de ces mesures...

Non, l'arrivée du Parti Socialiste au gouvernement n'a pas été une mauvaise affaire pour les possédants. La France se place maintenant devant l'Allemagne, où le taux moyen du même impôt sur les sociétés est de 43%, et devant la Grande-Bretagne où il est de 35%. On savait le Parti Socialiste aux petits soins pour les patrons. Il montre aujourd'hui qu'il fait même mieux que Barre, Giscard, Kohl et Thatcher réunis.

L. G.

D'UN TROU À UN AUTRE

Après la hausse des cotisations maladie de 0,9%, on nous prépare celle de l'assurance chômage. Le trou de l'UNEDIC pourrait être de 6 milliards et il va falloir le combler. Et devinez qui on veut faire payer ?

On prépare une hausse des cotisations de 0,8% par étapes. Reste à savoir si nous, travailleurs, sommes décidés à laisser passer ce nouveau coup contre notre budget ?

FEUILLES DE PAYE À LA FRANÇAISE

L'heure de travail revient nettement moins cher aux patrons français qu'aux allemands et aux belges, qui doivent débourser 20% de plus (en salaire et en charges sociales). L'Italie et les Pays-Bas se situent au même niveau que la France. Et l'écart dans les porte-monnaie est encore plus considérable, car les charges sont nettement plus élevées en France (33%, contre 24% en Allemagne). Ces chiffres, publiés par l'Office statistique des Communautés européennes dont les données servent fréquemment de base aux études patronales, confirment la voracité des patrons français, qui ne se gênent pas pour en prendre toujours plus : entre 1988 et mars 1991, les salaires français ont encore augmenté leur retard sur ceux payés en Allemagne.

LA FORCE DE FRAPPE CONTRE LES CONTRIBUABLES

Le premier sous-marin nucléaire français, *Le Redoutable*, va être désarmé, vingt ans après sa naissance. Il est démodé. Mais quand on envoie des armes à la ferraille, c'est pour en fabriquer de nouvelles et continuer à enrichir les requins de l'industrie de guerre et de la finance. En attendant, place aux *Foudroyant*, *Triomphant*, tout aussi "redoutables" pour le portefeuille des contribuables.

ARMEMENT LOURD

C'est la guéguerre entre ministres de la Défense et des Finances pour le montant des dépenses d'équipement militaire : 103,1 ou seulement 100 milliards. Mais même ça, c'est 100 milliards de trop ! A quoi vont servir le *Rafale* (coût du programme : 200 milliards), le char *Leclerc* (50 milliards) et le porte-avions *De Gaulle* (30 milliards), sinon aux marchands de canons qui gagnent à la paix comme à la guerre ?

(AFP)

Une grosse "perle" lancée l'an passé. Un sous-marin nucléaire qui ira sans doute à la ferraille à son tour dans une vingtaine d'années.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995